

# Comité régional 26 septembre 2008

## Introduction au débat Roger-Pierre LEMOUZY, secrétaire Régional

Tout d'abord, je tiens à renouveler au nom du Comité régional notre satisfaction et notre joie puisque la Cour d'Appel d'Agen le 9 septembre a délibéré sur le licenciement de Juliette qui avait été prononcé le 26 janvier 2006.

Elle l'a déclaré illicite et ordonne la réintégration de Juliette dans son emploi. C'est une grande victoire pour la défense des atteintes aux libertés syndicales et à la dignité humaine.

Cet été de nombreuses luttes ont eu lieu et ont permis des acquis, donnant confiance aux salariés et rompant avec l'idée de fatalité. Certes les médias n'ont pas trouvé pertinent de les énumérer, et pour cause notre paysage audiovisuel est sous le contrôle du gouvernement.

Les JO sont par définition fondé par l'amitié entre les peuples, la paix et l'olympisme. Il a utilisé l'événement des JO, pour masquer les luttes sociales.

Nous sommes dans une période et ce jusqu'aux élections prud'homales où toutes les initiatives visibles de la CGT, vont permettre de gagner le vote CGT.

C'est dans cet esprit que le Comité Régional a imprimé en couleur le 4 pages de rentrée de la CGT à 30 000 exemplaires, afin que nos organisations le diffusent massivement, allant ainsi aux contacts des salariés ; qui attendent beaucoup de la CGT dans cette période.

Nous sommes dans une période intense, les UD ainsi que les professions de notre région ont réuni leur collectif militant, tenu des AG de rentrée.

Il ressort de ces assemblées et de ces rencontres que notre corps militant, et pour cause, est tourné vers les élections.

C'est un aspect positif elles donnent la dynamique, la plupart de nos organisations ont établi des plans de travail par bassin d'emplois pour gagner en efficacité le vote CGT.

Cette démarche syndicale, je pense est tout à fait pertinente et efficace, j'y reviendrai plus tard dans mon rapport.

Les actions annoncées vont fortifier l'expression du mécontentement des salariés, 70% ne font plus confiance à la politique du gouvernement sur la question des salaires et la perte du pouvoir d'achat.

Le capitalisme est mondialisé, il répond aux besoins financiers des multinationales, C'est ainsi que le 7 octobre à l'appel de la CSI « pour un travail décent, un salaire décent » sera un moment important de la lutte, les salariés au niveau mondial vont revendiquer le même jour pour défendre leurs intérêts, c'est une première !

Comme nous l'avions décidé à notre CR du mois de juin, des rassemblements auront lieu dans nos départements, en ce qui concerne le CR, nous tiendrons une initiative régionale en Andorre dans le cadre du comité directeur du CSI PYREMED.

Le prolongement de cette journée va se décliner par des actions professionnelles, dans la métallurgie, le verre etc..., et part une journée interprofessionnelle le 16 Octobre à l'appel des confédérations de retraités pour la défense du pouvoir d'achat.

*Dans ce climat revendicatif en effervescence nous devons réfléchir comment créer les conditions d'un développement plus important des luttes solidaires, les faire converger pour favoriser un rapport de force plus grand qui gagne des conquêtes sociales !*

*Comment le Comité régional, dans le cadre de ses missions peut-il contribuer à élever la mobilisation d'autant que les enjeux économiques et sociaux sont importants en Midi-Pyrénées.*

*N'avons-nous pas des difficultés à élaborer et à faire vivre des projets revendicatifs en territoire, là où vivent et travaillent les salariés ?*

*Pourtant la situation des salariés et de l'emploi en Midi-Pyrénées en cette rentrée est préoccupant ; En effet :*

- *dans l'aéronautique la mise en œuvre Power8 se poursuit avec la suppression des emplois contesté par le personnel qui était en grève la semaine dernière en occupant les pistes.*
- *Les restructurations se poursuivent dans l'aéronautique avec le rachat de la Socata 1200 salariés par DAHER et les inquiétudes pour l'emploi et le devenir de ce secteur dans les Hautes-Pyrénées,*
- *Dans l'Ariège (j'y reviendrai) la fermeture des Papeteries Ledar est maintenant une réalité avec près de 200 emplois à la clé*
- 

*La semaine dernière au CESR la Banque de France était auditionnée sur la conjoncture et la croissance économique de 2006 et 2007. Si l'année 2007 a été stable pour l'économie régionale par contre il n'y a pas eu une politique d'embauche.*

*Selon les prévisions des chefs d'entreprises, la croissance sera inférieure à celle de l'année précédente, pour cause les entreprises ont des stocks supérieurs aux carnets de commandes.*

*Pour ce qui concerne la projection de la croissance économique pour l'année 2010,*

*La Banque de France nous a alerté dans un langage prudent, qu'il serait possible que les prévisions économique soient à la baisse.*

*Elle s'appuie sur la stratégie du groupe EADS notamment, avec le plan POWER 8 qui aura des conséquences dramatiques pour l'économie et le social.*

*De plus, ils n'ont aucune garantie que le groupe continue à investir à Toulouse, D'où une crainte de délocalisation vers l'étranger, en sachant comme je l'ai évoqué qu'Airbus prend une place importante dans l'économie régionale.*

*D'où la nécessité pour la CGT de créer les conditions pour réindustrialiser les territoires en lien avec les services publics.*

***Dans ce contexte où l'emploi est au cœur des préoccupations des salariés de Midi-Pyrénées, quelle démarche revendicative régionale devons-nous construire !***

*Partant du constat que nous sommes souvent sur la défensive (que ce soit sur des plans sociaux, etc..), ne doit-on pas construire une démarche syndicale à partir des propositions émanant d'un travail collectif (CGT, salariés).*

*Cela nous permet de percevoir que la dimension territoriale est indispensable pour construire ce rapport de force et lorsque un maillage territorial est réalisé, des résultats positifs sont au rendez vous.*

*Notre région n'échappe pas à la règle de la politique capitaliste ultra libérale, qui conduit à une perte de notre économie dans nos territoires, les premières victimes sont les salariés.*

*La question centrale est bien l'emploi, il détermine un projet de société.*

*Soit on développe une politique économique et sociale en région répondant ainsi aux besoins des salariés et des populations, soit c'est la poursuite de ce qui se passe aujourd'hui, une politique au service des actionnaires, avec comme conséquence la casse des services publics et la perte de notre industrie, accompagnée par les politiques publiques et c'est une région qui se fragilise économiquement et socialement.*

*Pour cela, nous devons connaître avec précision, le salariat dans notre région, quelle nature ? Où il se concentre ?*

*Partir de ce diagnostic va nous permettre d'avoir une vision plus précise de nos atouts et de nos forces sur les bassins d'emplois.*

Comme nous l'avons évoqué lors de notre conférence régionale, notre région a des atouts par la diversité de ses ressources industrielles, notre ambition c'est de faire prendre conscience aux salariés que d'autres choix sont possible.

Aujourd'hui, force est de constater, que nous sommes dans nos territoires en résistance et nous avons du mal à mobiliser l'ensemble du salariat pour imposer des choix, répondant aux aspirations des salariés et des populations.

Le secrétariat, à partir des décisions validées par la conférence régionale, en s'appuyant sur les groupes de travail régionaux et surtout sur les luttes, vous fait la proposition de décider d'une campagne régionale **sur l'emploi autour de projets revendicatifs en territoire.**

C'est peut être ambitieux, mais n'est ce pas cette démarche territoriale à travailler et ce à partir des bassins d'emplois.

Je pense que par cette construction, on gagnera le plus grand nombre de salariés dans l'action et nous pourrons conserver et gagner de l'emploi.

Cette proposition pour qu'elle soit dynamisée, il faut un slogan qui permette de sensibiliser les salariés, un exemple :

**« vivre pour Travailler en Midi Pyrénées », je vous demande d'y réfléchir**

Comme vous avez pu le remarquer l'emploi salarié dans notre région se concentre dans le pôle Toulousain et représente 53% des emplois régionaux.

L'industrie aéronautique part son activité engendre de la mono industrie, ceci ne peut nous satisfaire pour notre économie, même s'il elle développe de l'emploi sur des territoires par le biais de la sous-traitance, il y a un risque.

Pour avoir une région équilibrée, il faut développer la diversité industrielle. Nous avons des exemples en la matière, quand un territoire y était essentiellement basé sur la mono industrie, et qui par des décisions politiques, celle-ci disparaît, comme

Le charbon, le textile, les papeteries, le Giat, Valeo), certaines villes perdent de l'emploi salariés dans l'industrie et inéluctablement en découle des fermetures de services publics.

Moins de services publics égalent moins d'activités économiques, moins d'emplois, ou bien moins d'emplois, moins d'activité économique et moins de services publics, c'est un cercle vicieux.

D'où la nécessité de travailler autour de l'emploi et de porter la campagne revendicative sur le thème « vivre pour travailler en Midi-Pyrénées ».

Nous vous proposons de travailler par bassin d'emploi pour élaborer, avec les salariés des projets revendicatifs en territoire sur la thématique de l'emploi qui conditionne toute notre vie.

Je m'explique quand nous parlons emploi, c'est aussi parler de l'école, de la formation professionnelle, des salaires, des services publics, de l'industrie, des transports, du logement, des infrastructures routières et ferroviaires, de la culture et du sport etc..

L'emploi structure la société comme je l'ai dit précédemment, c'est l'aménageur du territoire, il doit être un vecteur commun aux salariés, aux retraités aux privés d'emploi et aux populations. Est ce aujourd'hui le cas ? Je ne le pense pas.

Il me semble quand nous défendons un hôpital ou un bureau de poste, nous avons une explication claire (parfois trop idéologique peut être) et pourtant nous avons du mal à mobiliser massivement dans et hors de la CGT.

Ce débat, nous l'avons eu le 29 août à Figeac lors du rendez vous des luttes organisées par la Coordination régionale de santé et le Comité régional, je tiens à vous préciser que plus de 50 camarades étaient présents, je trouve cela très bien surtout dans la période de fin de vacances, toujours difficile de relancer l'activité syndicale. A l'issue de la réunion, il a été décidé d'organiser des débats publics dans les territoires (mercredi à saint Girons ils ont tenu une première réunion publique), avec les salariés, retraités et la population, pour qu'ensemble nous engageons la riposte contre le projet gouvernemental « santé hôpital patient territoire » et ainsi faire vivre nos propositions pour créer le rapport de force nécessaire.

Il me semble que nous devons partir d'un diagnostic territorial démontrant les conséquences, pour un bassin d'emploi la fermeture d'un hôpital public sur l'ensemble de la population. Pour cela les UD ont un support power point réalisé par Martine qui identifie par département l'offre de soins public-privé par spécialité, et la mutation de l'hôpital public en maison de retraite. C'est le prolongement de l'initiative régionale à Blagnac du 14 mai.

Cette démarche les hospitaliers du CHS d'Auch ont été en capacité de la mettre en œuvre. Je pense que grâce à cette pratique de sensibilisation auprès des salariés qui a été mise en œuvre, et d'avoir fait le lien service public et territoire, cela a permis de créer le rapport de force et de gagner la création de 10 emplois

. Dans l'appropriation des actions, l'UD du Lot a organisé des pétitions contre la fermeture de la maternité de Figeac, 7000 signatures ont été recueillies, mais au cours de la réunion la question qui a été posée, c'est comment nous les faisons vivre ? Revendiquer l'emploi en région est lié avec la journée du 23 septembre contre la privatisation de La Poste, cette journée a été une réussite, selon un sondage plus de 61% de la population est contre cette privatisation.

Travailler sur les territoires, c'est revendiquer contre les fermetures des bureaux de poste transformés en agences postale, car ce sera tout le lien social qui se dégradera ou qui n'existera plus, surtout dans les milieux ruraux, en sachant que notre région est une région rurales la 2<sup>e</sup> région de France.

Construire des revendications dans les bassins d'emploi, c'est défendre les services publics dans son ensemble : trésorerie, centre d'impôt, l'école, transports collectifs, santé, etc....défendre les services publics, cela doit être dans une globalité revendicative territoriale, en démontrant l'efficacité des ces services.

C'est aussi combattre dans les territoires la délocalisation d'une entreprise ou sa fermeture, qui ont un effet tragique pour un bassin de vie.

La lutte doit s'enraciner en premier lieu dans l'entreprise et la faire grandir hors de l'entreprise, afin d'expliquer aux salariés et la population, là aussi l'effet néfaste de la fermeture d'une usine et les conséquences qu'ils auront sur leurs conditions de vie et de travail.

Tel est le cas aujourd'hui avec les salariés de LEDAR dans l'Ariège, de BOUYER dans le Tarn et Garonne, EDA à Albi, la liste n'est pas exhaustive.

Cette proposition de construire en territoire les revendications en liens avec les salariés, impacte notre façon de travailler, cela demande un travail croisé entre les structures territoriales et professionnelles.

Je suis convaincu que si dans un territoire on construit ensemble dans toute la CGT les revendications et ainsi les faire vivre auprès de nos adhérents, la population, les salariés verront l'utilité du syndicalisme pour leur vécu au quotidien :

**Travailler les revendications dans un territoire ou un bassin d'emploi, ne demande pas un travail supplémentaire dans notre activité, c'est travailler autrement. Je pense que c'est notre ambition partir de ce qu'aspirent les salariés et le formuler en revendications.**

Pourquoi à titre d'exemple, ne pas proposer la création d'une ligne de chemin de fer, ou la création d'un hôpital je vous rappelle la décision que nous avons prises à la conférence régionale, la création d'un hôpital du Nord est Toulousain.

Nous pouvons nous appuyer sur des exemples de projets territoriaux réalisés dans un bassin d'emploi, en Dordogne par exemple : avec la création d'une crèche inter entreprise

En ce qui concerne le Cancéropôle, nous revendiquons la création d'une gare et un parking pour les salariés, il faut savoir que dans le projet, il y a des parkings que pour les patients

Nous ne partons pas de rien, il y a eu des initiatives en ce sens, à Decazeville autour de la maternité, sur Castres avec la filière automobile, la filière bois papier sur le Couserans, sur la Haute-Garonne avec la lutte pour les services public dans le Comminges et sur le pôle de compétitivité sur l'Aéronautique etc.

Nous devons continuer et amplifier ce travail, et le commencer autour du pôle AGRIMIP, je pense que nous devons rapidement réunir les professions qui gravitent autour du pôle avec la profession de l'agroalimentaire, du commerce, des Ud 32, 46 82 etc.

Il me semble, que le nœud du problème c'est comment on construit les revendications et comment on les porte et avec qui dans notre organisation?

Réussir cette proposition, de travailler sur les bassins d'emploi va demander un déploiement de nos adhérents dans leurs territoires, dans leurs lieux de vie (quartier, cité), je pense que se sera un appui pour gagner les élections chez les territoriaux, les enseignants et aux élections prud'homales.

Pour affiner un peu plus la proposition « vivre pour Travailler en Midi-Pyrénées », si vous en êtes d'accord de lancer cette bataille revendicative autour de l'emploi, nous pourrions établir :

- des portraits de territoires par zones d'emploi nous en avons 18, et le décliner par bassin d'emplois. vous l'avez dans les chemises le document qui nous permet de connaître le poids d'emplois salariés de ces bassins par rapport à la région.
- nous pourrions décider pour coordonner le travail profession/organisation territoriale et le CR, proposer un animateur par bassin d'emploi pour animer et élaborer des plans de travail, faire le suivi des évolutions des objectifs et pointer les actions entreprises.
- Je pense que pour être efficace, nous pourrions décider à un premier temps de réunir les animateurs d'ici la fin de l'année.
- Pour donner plus de force aux initiatives, il me semble que nous pourrions nous appuyer sur un ou plusieurs supports de communication (4 pages, journaux etc.)

Bien entendu, ces propositions sont étroitement liées avec le renforcement de notre organisation, c'est une question essentielle dans la construction du rapport de force afin de peser sur les choix et les enjeux régionaux.